

2 Politique

Suite à l'agression dont a été victime la délégation gabonaise à New-York (USA) Bruno Ben Moubamba appelle à la "désescalade"

AEE

Libreville/Gabon

LE président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), Bruno Ben Moubamba, par ailleurs vice-Premier ministre en charge de l'Urbanisme, de l'Habitat social et du Logement, a animé un point de presse, mercredi dernier, au siège de son parti, sis à la cité

Damas. Occasion pour lui de fustiger les actes d'agression de certains membres de la diaspora gabonaise vivant aux États-Unis d'Amérique, sur des personnalités gabonaises, en mission à New York. Ben Moubamba a, dans un ton ferme, condamné ces agissements qui, selon lui, n'honorent nullement le Gabon à l'extérieur. Tenant à rappeler l'importance du respect, par chaque citoyen gabonais, des institutions et ceux qui l'incarnent, le président de

l'ACR a appelé les uns et les autres à "la désescalade". «*Il y a trop de haine, de colère dans la nation et cela doit cesser*», a souligné Ben Moubamba. «*Chaque jour, des personnalités politiques de notre pays font l'objet d'agressions verbales, physiques et sur les réseaux sociaux*», a-t-il rappelé. Et de constater que le Dialogue politique qui vient de se dérouler n'a malheureusement pas encore atteint ses objectifs dans le sens de l'apaisement des tensions. A la diaspora gabonaise,

dont les agissements sont décriés, Bruno Ben Moubamba a dit ceci : «*Vous n'avez pas encore toutes les cartes en mains. Ce n'est pas parce que vous avez soutenu un candidat qui, au final, n'est pas au pouvoir que vous allez être sur le chemin du désespoir. Revenez à la raison, car ce pays est à nous et nous devons tout faire pour qu'il soit toujours respecté. Il faut respecter les institutions et ceux qui l'incarnent quelles que soient les raisons.*»



Bruno Ben Moubamba appelle à la raison les membres de la diaspora gabonaise.

Le FUJO déplore le comportement de la diaspora

JM

Libreville/Gabon

LE Front des jeunes de l'opposition (FUJO) a animé un point de presse, mercredi dernier, au quartier Ambowe. Il a réagi contre les agressions dont ont récemment été victimes à New York (USA), certains membres de la délégation gabonaise. Histoire de rappeler aux compatriotes de la diaspora de "ne pas avoir de comportements rétrogrades". Pour le porte-parole de circonstance du FUJO, Amiss Kombo, «*au cours de ces*

derniers mois, des agissements rétrogrades deviennent systématiques. Nous ne comprenons pas les frustrations de nos frères de la diaspora, rien ne saurait justifier pareille attitude à l'endroit de la première institution de notre pays. La construction d'un Gabon nouveau que nous appelons de tous nos vœux, exige des renoncements, des concessions, l'échange et le dialogue. Au terme de l'élection présidentielle d'août 2016, la Nation a été endeuillée à la suite des violences post-électorales. Des amis, connaissances ou parents sont tombés. Nous, survivants, avons pensé que le combat qui a été le

nôtre avec eux, doit se poursuivre pour l'avènement de ce Gabon nouveau, démocratique, social et respecté dans le monde». Le FUJO a invité les compatriotes de la diaspora à descendre au pays pour mener ce combat sur place contre le système dont il contestent certaines pratiques, postures politiques, économiques, sociales et morales. "Car leur combat pour la démocratisation des institutions ne doit pas les pousser à la faute, ni à ériger la violence verbale ou physique comme armes de lutte. Cette règle doit être observée de tous", a-t-il indiqué. Selon le FUJO "il est encore



Les membres du FUJO lors d'un point de presse au quartier Ambowe.

possible de sauver le pays, de sortir de l'impasse politique dans lequel il se trouve. Toute chose qui ne nous permet pas de caution-

ner ou d'encourager des compatriotes à profiter d'une visite officielle du président de la République, pour tenter d'agresser phy-

siquement sa délégation". Et de conclure : "La libération du Gabon se passera au Gabon et par les Gabonais eux-mêmes".

Dialogue politique/Adere tendance Victor Missanda

Elle réfute l'idée d'un troisième Dialogue



Le bureau exécutif de l'Adere, tendance Victor Missanda lors de son point de presse au quartier Essassa (Ntoum)...

C.O.

Ntoum/Gabon

VICTOR Missanda, président de l'une des ailes de l'Alliance démocratique et républicaine (Adere) qui clame son appartenance à la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, a tenu un point de presse, en début de semaine, à son domicile, sis au quartier quartier Essassa, dans la commune de Ntoum. Entouré des autres responsables de son aile, il s'est

prononcé sur les résolutions et conclusions du Dialogue politique sans tabou d'Angondjé initié par le président de la République Ali Bongo Ondimba. Selon lui, «*le président de la République, en tant que père de la Nation espérait sans doute se doter de nouveaux moyens pour affronter les nombreux enjeux qui gangrèment la gouvernance de notre pays, et auxquels il faut des remèdes adéquats*». Rappelant que le dialogue a toujours constitué une valeur intangible dans nos mœurs et coutumes.

Évoquant les avantages tirés de cette grand-messe politique, Victor Missanda affirme que, "n'en déplaise aux détracteurs, il y a des avancées significatives". Lesquelles, poursuivra-t-il, sont perceptibles au niveau, entre autres, des questions relatives au mode de scrutin aux élections présidentielle et parlementaires qui seront désormais à deux tours. Il note également les nouvelles réformes concernant la Cour Constitutionnelle par rapport au mode de désignation de ses membres,



... auquel ont assisté plusieurs militants et sympathisants de son mouvement.

à la durée de leur mandat désormais de neuf ans non renouvelable. Les réformes touchent également la Cénap qui devient Centre gabonais des élections (CGE), l'élargissement des pouvoirs du Conseil national de la Démocratie (CND), la clarification des rapports entre le président de la République et le Premier ministre, le financement des partis politiques et des syndicats, etc. Au cours de sa sortie, Victor Missanda n'a pas manqué d'évoquer le volet social, quant aux Actes du

Dialogue. Il s'agit, entre autres, de "l'affectation des médecins spécialisés dans tous les chefs-lieux de province, la création d'une police chargée de gérer tous les conflits entre agents des forces de sécurité, l'amélioration des prestations de services publics et la création d'un Conseil national de rites et traditions". Réagissant aux propositions de Casimir Oye Mba, Guy Nzouba Ndama, Louis Gaston Mayila et Abel Mbombey, appelant à un troisième Dialogue entre le pouvoir et l'opposition,

l'Adere de Missanda rejette cette proposition. «*L'Adere n'est pas d'accord pour un autre Dialogue*», a-t-il martelé. Invitant ces derniers à intégrer le "processus consensuel des résolutions d'Angondjé". Tout comme il invite Didjob Divungi Di Ndinge dont l'aile de l'Adere est plutôt dans l'opposition radicale, et Florentin Moussavou qui préside une autre aile placée dans la majorité, à faire bloc pour soutenir le président de la République.